Les transformations du capitalisme contemporain

(sous la direction de Gilles Rasselet) L'Harmattan, 2007, 637 p.

Catherine Mills

Cet important ouvrage révèle l'attractivité renouvelée du marxisme pour comprendre les transformations du capitalisme et sa crise actuelle. La riche introduction de Gilles Rasselet professeur en Sciences économiques à l'Université de Reims, qui a coordonné l'ouvrage, souligne la diversité et la complémentarité des vingt-quatre communications de chercheurs universitaires français et étrangers. De nombreux auteurs utilisent la théorie des cycles longs pour analyser la longue phase de difficultés en cours. Celle-ci ouverte fin des années 60 – début des années 70 est caractérisée par beaucoup, comme une «grande crise», structurelle, systémique, marquée par une offensive contre le monde du travail et la montée d'un chômage de masse tout autant que par la domination de l'accumulation financière. La contradiction entre les potentialités liées à la révolution informationnelle (Boccara, 84,) et l'exacerbation de la financiarisation contre l'économie réelle est centrale.

La crise systémique qui voit exploser le chômage et la précarité sous couvert de flexsécurité, met en avant les enjeux de la sécurisation des parcours professionnels ou de la sécurité de l'emploi et de la formation. Les politiques libérales recherchent la baisse de la part des salaires dans la valeur ajoutée afin de relever le taux de profit.

L'étape actuelle se caractérise par une croissance molle dans les pays développés, la persistance du chômage massif, ce qui prive de ressources l'État Providence. La transformation des systèmes productifs – restructuration des entreprises, concentration du capital, fusions-acquisitions, tendance aux oligopoles mondiaux – s'accompagne de la désindustrialisation et de la montée des services, en accélérant la précarisation de l'emploi. Au contraire, on assiste à l'industrialisation de pays émergents comme la Chine. La mondialisation financière avec les politiques de déréglementation, la tendance à la montée des taux d'intérêt réels pénalisent l'investissement productif et l'emploi, tandis que s'affirme la prééminence des nouveaux investisseurs financiers institutionnels (fonds de pensions, fonds d'investissements, grandes banques) qui fixent des taux de rentabilité des fonds propres à 15 %.

Les déséquilibres internationaux s'aggravent : endettement des PED, mais aussi des États-Unis qui tentent de renforcer leur hégémonie (Gerbier, 99). Quant à la France, elle est passée d'une économie administrée à une économie de marché de capitaux libéralisée, où la logique financière de rentabilité à court terme s'impose au détriment d'une stratégie industrielle de développement.

Les crises financières, boursières, les crises de change se multiplient. Dans les pays développés, c'est aussi la remise en cause de la protection sociale, en développant la capitalisation pour les retraites et en accélérant la privatisation du système de santé, en relation avec la financiarisation et la mise en concurrence touchant l'ensemble des services publics

Les débats recensés dans l'introduction de Gilles Rasselet portent sur le sens des transformations et des perspectives. Pour certains, à la suite de Michel Aglietta, on assisterait à une nouvelle étape du capitalisme, à un capitalisme patrimonial, ou actionnarial ou dominé par l'accumulation et la rentabilité financières. Pour la majorité des autres auteurs, il y aurait une crise radicale du système. Et notamment pour Paul Boccara il y aurait crise du «Capitalisme monopoliste d'État social», en relation avec la révolution informationnelle, avec l'opposition entre prélèvements publics ou sociaux et prélèvements financiers, et avec la montée des capitaux financiers spéculatifs.

L'analyse des surendettements et des crises financières permet de comprendre la crise financière en cours et les réponses possibles comme un nouveau type de crédit, depuis des Fonds régionaux en France à une autre mission de la Banque centrale européenne et un autre FMI, avec l'avancée des services publics, de nouveaux pouvoirs et une autre culture.

La Première partie de l'ouvrage traite de la dynamique de longue période du capitalisme. ***Jean-François Vidal*** analyse les conséquences pour les cycles et fluctuations des transformations des structures économiques au Royaume-Uni depuis 1870.

Éric Bosserelle et ***Gilles Rasselet*** procèdent à une périodisation du développement du capitalisme à partir d'une entrée par les trends des prix depuis le début du XIX^{e} siècle.

De son côté, ***Bernard Gerbier*** construit une théorie de la dynamique historique du capitalisme comme procès de la formation-déformation de la structure mondiale capitaliste sous domination des puissances impérialistes dominantes. Les grandes crises de structure peuvent être perçues comme les transitions entre deux ordres internationaux impérialistes qui reconfigurent la géostratégie mondiale.

La Deuxième partie place la crise contemporaine en perspective. L'école américaine de la régulation, analysée par ***Terrence Mc Donough*** et ***Emlyn Nardone***, s'interroge sur l'existence d'une nouvelle structure sociale d'accumulation aux États-Unis. Selon Christophe Boucher, ce régime d'accumulation patrimonial est soumis à un risque déflationniste sous-jacent. L'inflation financière apparaît alors comme la solution (provisoire) de la contradiction entre rentabilité économique et rentabilité financière du régime d'accumula-

tion patrimonial américain ; la fragilité de ce mode d'accumulation s'est depuis confirmée avec la crise de l'immobilier aux États-Unis qui a explosé en 2007 pour toucher l'ensemble du système bancaire.
Selon ***Paul Boccara***, la maturation de la crise systémique du capitalisme peut faire émerger des avancées d'alternatives radicales pour un début de dépassement des marchés avec notamment **la révolution informationnelle**.
Mais sous domination de la rentabilité financière, elle contribue à la déréglementation des marchés, au chômage massif et à la précarisation, aux crises conjoncturelles nouvelles notamment celle de 2001-2003. La maturation de la crise systémique se révèle avec la gravité des endettements financiers notamment celui des États-Unis. La prochaine crise conjoncturelle serait encore plus cruciale. Des propositions sont avancées : pour le marché du travail, un système de sécurisation de l'emploi ou de la formation, pour les autres marchés, un nouveau type de crédit, une monnaie commune mondiale, de nouveaux critères de gestion des entreprises, des gestions partagées des biens communs de l'humanité, enfin des propositions pour commencer à dépasser les délégations de pouvoirs

La troisième partie regroupe des contributions autour de la mondialisation dans le contexte de l'accélération du processus mondial de concentration du capital. ***Odile Castel*** analyse le règne des titans de l'industrie. ***Pierre Le Masne*** articule internationalisation, profit et nouvelles formes d'exploitation et de dépendance. ***Ilyess El Karaoui*** étudie les droits de propriété et les réseaux relationnels dans le mode de coordination économique en Chine depuis 1979. Enfin, ***Olivier Gauthier*** s'interroge sur le rapport entre institutions et croissance : existe-t-il de « bonnes institutions » qui favoriseraient la croissance économique ?

La Quatrième partie de l'ouvrage porte sur la financiarisation, elle analyse les conséquences de la globalisation financière sur le mode de production capitaliste. ***Catherine Sifakis*** revient sur les liens entre la libéralisation des marchés financiers et le processus de construction européenne, en premier lieu l'Union monétaire européenne (UEM) ayant mené à la monnaie unique. ***Philippe Barbe*** de son côté conclut à l'inefficience du marché des capitaux pour réguler l'activité économique, la financiarisation apparaissant au contraire comme un facteur essentiel d'instabilité systémique. Quant aux éléments de régulation de la financiarisation qu'a tenté d'apporter le sommet de Bâle II en 2004, ***Alfredo Suarez*** en souligne les diverses limites.
Enfin, ***Jean Fucher*** se penche sur les mécanismes de titrisation des actifs immobiliers publics en s'interrogeant sur la compatibilité de cette nouvelle forme du capitalisme financier avec les règles de gestion du domaine public ?

La Cinquième partie s'intéresse aux transformations du rapport salarial. Notre amie ***Marie-France Conus*** décédée depuis ce colloque, dont nous saluons la mémoire, analyse la relation capital-travail dans le cadre de la révolution informationnelle autour du cas de l'industrie houillère en France (1945-2004). ***Nadine Thévenot*** et ***Julie Valentin*** étudient la dynamique de la sous-traitance et des transformations qu'elle entraîne sur le rapport salarial. ***Liêm Hoang-Ngoc*** analyse les fondements macroéconomiques des transitions du capitalisme managérial vers le capitalisme actionnarial en recourant à la fois à une analyse positive et à des considérations normatives. ***Christophe Ramaux*** procède à une critique de la sécurité sociale professionnelle de la CGT et du concept fondateur de Sécurité d'emploi ou de formation initié par Paul Boccara car, selon lui, ces deux propositions constituent une solution en trompe-t-il au chômage. Enfin, ***Danièle Demoustier*** et ***Damien Rousselière*** s'interrogent sur l'économie sociale dans la structuration des activités de services : celle-ci constitue-t-elle un dépassement des contradictions de l'organisation capitaliste du travail ?

La Sixième partie de l'ouvrage s'intitule : la protection sociale sous tension. ***Catherine Mills*** et ***José Caudron*** étudient les transformations du système de protection sociale dans les longues phases de difficultés. Après avoir analysé la formation du système de Sécurité sociale français au sortir de la crise structurelle de l'entre-deux-guerres, et son rôle dans la longue phase d'essor, ils se centrent sur l'articulation entre la montée de la nouvelle phase de difficultés qui démarre dès la fin des années 60 et la crise du système de protection sociale. Ils abordent alors le déferlement des réformes libérales depuis 2003 (retraite, santé, indemnisation du chômage) et proposent des pistes alternatives de réformes, notamment concernant le financement de la protection sociale. De son côté, ***Jean-Paul Domin*** étudie les transformations du système de soins dans la crise économique au travers d'une analyse en termes de régulation, dans une double perspective d'histoire et de prospective du système de soins.
L'auteur retrace les débats actuels et les tentatives de remise en cause du système de soins dans la longue période, alors que celui-ci, élaboré en période de crise, a contribué à un nouveau mode de régulation. L'alternative aux réformes libérales se situe selon l'auteur dans le développement d'une médecine communautaire et de nouvelles normes dépassant la socialisation traditionnelle pour une démocratie sanitaire.
Anne Reimat analyse l'articulation entre système de retraite et rapport salarial au travers d'une mise en perspective historique. Les mutations du rapport salarial se sont accompagnées de formes patrimoniales de retraites fondées sur l'épargne salariale et la capitalisation, en opposition avec le rapport salarial des « Trente Glorieuses » et du système de retraite par répartition qui lui reste associé.
Ces mutations renvoient à des pratiques anciennes d'épargne retraite individuelle et/ou collective qui constituaient les pensions de retraite au XIX^{e} siècle, mais avec des spécificités marquées par le recours massif aux marchés financiers. Cette contribution s'interroge alors sur le concept de rapport salarial patrimonial et sur sa prétendue capacité à produire une régulation efficace.
Antoine Rémond analyse la déconstruction du système de retraite français, il s'interroge sur les véritables raisons qui poussent les pouvoirs publics à changer sa structure en rompant avec les principes fondateurs du système de Sécurité sociale instauré en 1945. La prégnance des idées libérales a imposé un nouveau cadre en pénétrant les partis politiques et les syndicats. L'accentuation de la pression patronale et des sociétés d'assurance sur les gouvernements successifs participe à la remise en cause du système de retraite.
Enfin, ***Sandrine Garcia*** traite des processus de libéralisation de l'enseignement supérieur et dégage les enjeux économiques d'un marché international de l'enseignement supérieur, en analysant les processus d'adhésion de certains acteurs et leur rôle pour imposer ces réformes au niveau national. Une contribution fort stimulante pour comprendre les enjeux des réformes régressives actuelles ■